

RETOURS SUR LA PREMIÈRE MANDATURE DU GIS INSTITUT DU GENRE : LE CONGRÈS DE LYON, RÉVÉLATEUR D'UN CHAMP PLURIEL ET DYNAMIQUE

Entretien avec Pascale Molinier, par Sarah Lécossais

Retours sur le congrès en études de genre organisé par l'Institut du Genre¹ et tenu à Lyon en septembre 2014. Sarah Lécossais, pour Genre en séries, a rencontré en décembre 2015 à Paris Pascale Molinier, alors directrice adjointe de l'Institut du Genre.

Sarah Lécossais : Je vous propose de commencer par l'Institut du Genre, qui est à l'origine de ce congrès, et dont vous occupez la fonction de directrice adjointe². Quelles sont, dans un premier temps, les missions générales de l'Institut ?

Pascale Molinier : L'Institut du Genre est un GIS, c'est-à-dire un groupement d'intérêt scientifique. Il s'agit d'une fédération de recherche entre différentes Universités au niveau national. C'est ce qui caractérise l'Institut du Genre et le différencie par exemple de l'Institut Émilie du Châtelet qui a une vocation au niveau régional, Île-de-France. L'Institut du Genre a une vocation, lui, nationale. Il ambitionne de fédérer des Universités qui estiment qu'il y a en leur sein des chercheurs, des chercheuses, voire des entités, des axes, des équipes, des laboratoires, qui travaillent sur les questions de genre. À travers cette fédération, l'Institut du Genre confère une visibilité à un champ de recherche qui est extrêmement vivant et dynamique en France, mais qui, paradoxalement, manque de visibilité. Donc la première mission de l'Institut du Genre, et ce qui a motivé la tenue de ce congrès, est de donner une visibilité à un champ de recherche qui présente la particularité d'être un champ pluridisciplinaire.

¹ <http://institut-du-genre.fr/> [consulté le 18 avril 2016].

² Pascale Molinier a occupé cette fonction depuis la création du GIS jusqu'à janvier 2016. Elle est par ailleurs professeure de psychologie sociale à l'Université Paris 13 SPC.

S. L. : Quels sont les établissements et laboratoires partenaires ?

P. M. : C'est en évolution constante. À la louche, on recense une trentaine d'établissements, si on raisonne en ces termes et pas en termes de COMUE³. On compte aussi beaucoup de laboratoires, environ quatre-vingt-dix. Ces chiffres importants soulignent que beaucoup de monde s'est fédéré dans ce dispositif.

S.L. : L'Institut du Genre a été créé en 2012, c'est bien cela ?

P.M. : Il a quatre ans, oui, puisque nous arrivons à la fin de sa première mandature. Sa création date de 2012, mais nous avons commencé à y travailler en amont, dès 2010. En effet un groupe de travail avait été constitué pour conduire une réflexion sur la forme qu'allait prendre ce projet.

S.L. : D'où est partie l'initiative ?

P.M. : Du CNRS. Il y a eu, c'est très important de le souligner, une volonté politique au niveau de l'INSHS (l'Institut National de recherches en Sciences Humaines et Sociales) et de son actuelle direction, à savoir Patrice Bourdelais et Sandra Laugier, pour ne pas les nommer. Il y a eu une volonté politique de renforcer le champ, de lui donner des moyens et le CNRS a contribué d'une manière très généreuse à la constitution de l'Institut du Genre pour, justement, permettre cette mise en visibilité et cette montée en puissance.

S.L. : Quelles sont ses actions ?

P.M. : Nous avons mis en place des actions afin d'implémenter cette fédération que nous appelons de nos vœux. En ce sens, l'Institut a une dimension et une vocation symboliques fortes. Il s'agit de mettre les gens en relation les uns avec les autres. Mais il y a aussi des actions « coup de pouce » avec forte valeur ajoutée – pour les personnes et pour le champ – par exemple le Prix de thèse : cette initiative me semble d'autant plus importante que les prix de thèse ont un véritable effet sur les carrières. Sans

³ La COMUE, communauté d'universités et d'établissements, désigne un regroupement d'établissements.

l'ombre d'un doute, on peut affirmer que c'est un plus sur un CV. Le GIS Institut du Genre propose également des appels d'offres assez intéressants, bien que nos moyens soient relativement modestes. Là aussi ce sont des coups de pouce. Par ailleurs, nous avons mis en place une politique de retour sur projets : nous consacrons une journée à la discussion des appels d'offres clos et nous analysons la manière qu'ont les chercheur.e.s d'utiliser cet argent pour renforcer des recherches, des réseaux et contribuer à des mises en rapport au niveau européen. Ce ne sont pas de gros moyens, mais on constate néanmoins des effets, notamment des effets de structuration.

S.L. : Il y a également eu des aides à la mobilité, sont-elles toujours d'actualité ?

P.M. : Il y a eu des aides à la mobilité, notamment parce qu'il y a une grosse demande de la jeune recherche. Les doctorant.e.s peuvent bénéficier d'aides – de la part des laboratoires et écoles doctorales –, mais il y a un gros souci avec les post-doctorant.e.s, avec les jeunes docteur.e.s. Les jeunes docteur.e.s qui sont encore affilié.e.s aux laboratoires, qui ne sont plus affilié.e.s aux écoles doctorales, qui n'ont pas encore un poste, et qui sont à un moment de leur carrière où il est essentiel qu'ils et elles puissent gagner en visibilité. Nous avons par exemple proposé une aide à la mobilité pour le congrès des études féministes à Montréal en 2015. Ce type d'actions sera amené à être renouvelé. Nous avons également un programme d'aides à la mobilité pour que des chercheuses françaises ou non françaises, mais rattachées à des établissements du périmètre du GIS, puissent se déplacer sur des terrains lointains – afin d'aider au financement des missions onéreuses.

S. L. : À partir de ce groupement, comment est né le projet de ce « premier congrès en études de genre » ?

P.M. : Dès le départ le projet de congrès était en germes. Il s'agissait d'une des actions phares que nous voulions engager. Ce type d'évènement a d'ailleurs vocation à être réitéré lors de la prochaine mandature. Ce type de congrès ne peut pas être un congrès annuel : il s'agit plutôt d'une photographie et c'est en cela qu'il est extrêmement précieux. C'est une

photographie à un moment du développement d'un champ de recherche. On mesure quelle est la force des disciplines en présence, quelles sont celles qui investissent ce type de congrès, quelles sont les générations aussi, qui investissent ce type de congrès. Nous avons eu des débats, par exemple, sur le fait de prendre les doctorant.e.s ou non, à partir de quelle année, etc. Nous sommes quelques-unes, notamment à la direction, à nous être investies pour qu'il y ait des doctorant.e.s et des jeunes docteur.e.s, et nous en sommes vraiment ravies, parce que je crois que ce qui a fait un des succès de ce congrès, c'était la jeunesse, la présence de la jeune recherche. Qui plus est, nous ne pouvons pas soutenir les études de genre, les rendre visibles dans l'espace public sans alerter aussi l'ensemble de la communauté sur le fait que s'il y a un champ, il faut qu'il y ait des postes. Le fait qu'il y ait des jeunes en masse donne une légitimité pour affirmer : « regardez, il y a plein de gens brillants qui travaillent sur ces questions-là, dans plein de disciplines différentes. Maintenant, qu'est-ce que vous faites dans les établissements pour flécher des postes genre, mettre « genre » dans les mots-clés des intitulés de postes, dans les programmes d'enseignement ? ». Il est très important de montrer qu'il y a une relève, que ce n'est pas un truc poussiéreux ! Effectuer un repérage des disciplines était également très intéressant. Les disciplines où le genre est présent de longue date, et très institué malgré tout, comme l'histoire et la sociologie, n'étaient pas forcément les disciplines les plus présentes au regard de disciplines comme la littérature, la psychologie, les sciences de l'information et de la communication, la géographie... Dans ces disciplines la question est émergente, mais déjà bien portée par certaines équipes.

S.L. : C'est justement ce sur quoi je voulais vous interroger : il y a eu effectivement plusieurs panels au congrès consacrés au genre et aux médias, au cinéma, alors qu'aucun axe thématique ne leur était attribué. Nous avons même, pour cette raison, hésité à postuler. Comment les dix axes ont-ils été constitués, et est-ce que vous avez été surprise de voir des panels axés sur les études médiatiques se constituer en réponse à l'appel à communication ?

P.M. : Les axes ont été construits il y a cinq ans, c'est-à-dire dans l'année qui a précédé la constitution du GIS, avant sa « livraison ». Il y a cinq ans, nous n'avons pas eu la présence d'esprit, en tout cas nous n'avons pas repéré, à ce moment-là, l'importance de plusieurs disciplines notamment les sciences du langage, les sciences de l'information et de la communication... Peut-être que, justement, le champ n'était pas encore si constitué que cela dans ces domaines. Mais médias et sciences du langage vont faire partie intégrante des axes qui feront leur entrée dans la prochaine mandature.

S.L. : C'était la question qui nous taraudait !

P.M. : Oui, oui, il y aura en tout cas des ouvertures. Si vous regardez la constitution des axes, on est très attentives à ne pas faire des axes disciplinaires, même si, par exemple on utilise toujours, pour l'histoire, « temporalités » – on voit bien que ce terme est pour l'histoire –, mais on essaye quand même de sortir des disciplines, d'avoir des axes plutôt thématiques. Et oui, ces thématiques-là sont appelées à entrer à la prochaine mandature, donc à partir de janvier 2016.

S.L. : C'est une très bonne nouvelle ! Pour revenir au congrès, qu'est-ce qui a motivé sa tenue à Lyon ?

P.M. : Déjà, ça ne devait pas être Paris. Dans la mesure où nous sommes un réseau national, il fallait symboliquement marquer ce caractère national en choisissant un établissement ou un groupe d'établissements qui ne soit pas parisien. Et ça sera comme ça la prochaine fois aussi. Donc Lyon. Organiser un congrès, c'est très lourd. Dans le conseil scientifique, il y avait Pascale Barthélémy et Claude Gautier qui sont tous les deux à l'ENS Lyon et qui étaient prêts à relever le défi et à s'engager dans un travail très lourd, sur, quand même, plus de la moitié d'une année.

S.L. : Quelle a été la place de l'ENS dans l'organisation ?

P.M. : Centrale. Pivot. Pascale Barthélémy a été sacrifiée...

S.L. : Sur l'autel des études de genre !

P.M. : Sur l'autel des études de genre en effet, pendant au moins six mois je dois dire. Elle a beaucoup, beaucoup, donné de sa personne.

S.L. : Suite au congrès, quel a été le bilan pour le GIS ? Positif, j'imagine ?

P.M. : Le bilan pour nous était très positif. Cela nous a, encore une fois, permis de repérer de nouvelles disciplines venant élargir le périmètre, de montrer la vivacité du champ, car quand vous avez réussi à regrouper autant de personnes on ne peut plus vous dire que ce que vous faites est marginal, donc nous avons gagné en termes de légitimité. Cela a donné aussi une assise au GIS en tant que GIS, cette capacité d'organiser un événement pareil avec une bonne ambiance, ce que tout le monde a souligné. Tout cela repose aussi beaucoup sur des choix de personnes. Le GIS, c'est l'Institut du Genre, mais nous ne prenons pas parti sur la définition du genre. Et ça c'est fondamental. Ce n'est pas un genre, si je puis dire, contre l'autre, et cela demande une certaine tolérance. On n'a pas voulu en faire un champ qui soit lisse. Toutes les aspérités, toutes les controverses qui peuvent entourer le concept de genre sont intégrées, et ça c'est important. Je pense que ce sera comme ça pour les quatre années qui viennent parce que c'est le style qu'on a voulu donner à cet Institut, et les gens qui n'étaient pas d'accord ont combattu de l'extérieur, mais n'ont pas pu remettre cela en question. La deuxième chose qui était très importante pour nous, vous l'avez peut-être remarquée, c'est qu'il n'y avait pas de conférence, il n'y avait pas de « divas », de « stars », ni au début ni à la fin, pour les mêmes raisons. On ne veut pas renouveler les modes patriarcaux d'appropriation des champs. Avoir réussi à le faire, à le tenir, rétrospectivement, pour nous, c'est un succès dont on a été très contentes.

S.L. : Cela s'est vu aussi dans le fait d'avoir privilégié les tables rondes et les ateliers.

P.M. : C'est exact. Nous voulions créer une dynamique en privilégiant le vrai travail scientifique plutôt que les rapports de prestance.

S.L. : Pour rebondir sur ce refus d'une définition trop fixe ou excluante du genre eu égard aux recherches qui sont faites, quel est – ou non – le

positionnement par rapport aux féminismes ? Y a-t-il une filiation avec des colloques passés, notamment « Femmes, féminismes, recherche », en 1982 et 2012 à Toulouse ?

P.M. : Il faut toujours faire des effets d'annonce. Il y a eu des discussions sur l'appellation « premier congrès ». C'est le premier congrès « des études genre », mais ce n'est pas le premier congrès féministe. Par exemple, il y a eu des grincements de dents dans une génération plus directement concernée par le colloque de 1982 disant « ce n'est pas le premier congrès ». Non. Mais c'est le « premier congrès en études genre », c'est-à-dire le premier qui affirme l'existence académique de ce champ-là.

S.L. : Et par rapport aux féminismes ?

P.M. : Par rapport aux féminismes, ce sont des questions de convictions personnelles, mais partagées par la plupart des gens qui actuellement sont dans le comité scientifique et à la direction. Nous faisons attention à ce que le concept de genre ne masque pas l'épistémologie féministe. Par exemple, moi je suis psycho-sociologue, mais dans un champ très articulé avec la psychanalyse et on voit bien qu'il y a actuellement un effet d'engouement autour du concept de genre en psychanalyse. Cependant, nous sommes très peu nombreuses à tenir *et* le genre *et* le féminisme dans ce champ-là. C'est compliqué : il y a plusieurs théories du genre, il y a plusieurs formes de féminismes, plusieurs articulations du féminisme avec le genre, et le genre est aussi articulé avec les sexualités. D'ailleurs l'institut s'appelle « du genre et des sexualités » : l'articulation est faite avec tout ce qui relève du champ politique LGBT – qui est aussi un champ épistémique et épistémologique. L'objectif est de pouvoir tenir tout ça non pas ensemble, mais dans un espace où les confrontations entre ces différents points de vue soient maintenues possibles.

S.L. : Sur un plan pratique, mais qui a des enjeux plus généraux par rapport au congrès, on a vu des veilleurs sur le parvis, comment est-ce que vous avez géré leur présence ?

P.M. : On ne l'a pas gérée. Ils ont été très peu nombreux. Ils étaient là, ils nous ont observés, on les a observés, pour voir ce qu'ils allaient faire, ou ne

pas faire. Quand on a vu qu'ils représentaient finalement une menace assez peu conséquente, on a arrêté de les observer et ils sont partis. On a eu peur, au début du colloque, du fait de la localisation lyonnaise puisque les masculinistes sont très présents à Lyon. On pensait être beaucoup plus importun.e.s qu'on ne l'a été en réalité. On n'était pas sur un terrain idéologique, mais scientifique, et ça a été plus ou moins mesuré de leur côté.

S.L. : C'était un enjeu d'actualité fort en effet de tenir ce congrès-là, à ce moment-là.

P.M. : Ce n'était pas la question ponctuelle du congrès qui nous inquiétait, mais c'était Lyon, car Lyon est connue pour cette présence masculiniste. Mais je dirais que le combat contre les pourfendeurs de la théorie du genre, il se tient tout le temps. Tout le temps pour l'Institut du Genre, tout le temps pour les gens qui, d'une manière ou d'une autre, utilisent le mot « genre ». Évidemment, comme c'est un combat politique, jusqu'à présent – je ne sais pas s'il faut s'en féliciter, je ne sais pas si ça va durer – toutes les cibles qui ont été prises – à l'exception de Lyon et du Master Egales – sont des cibles politiques, comme les ABC de l'égalité. Les travaux scientifiques, jusqu'à présent, ont été beaucoup moins attaqués. Pour l'instant. Il faut toujours s'attendre à ce que ça ne tourne pas bien...

S.L. : Quelle a été la réception du congrès, quels ont été les retours sur le plan institutionnel ou médiatique ?

P.M. : Je pense que ça a été une réussite aux yeux de notre principal bailleur, le CNRS, à qui cela a donné raison et confiance dans le fait de nous soutenir, de voir que nous avons la capacité de produire ce travail-là. Nous avons été très soutenu.e.s par le CNRS, y compris dans leur propre média de communication. Le CNRS a été très solidaire et a mis en valeur le travail qui a été fait. Au niveau des Universités, les effets sont compliqués à saisir. Un GIS CNRS n'est pas un endroit à partir duquel on peut financer des thèses, ce n'est pas une UMR non plus, etc., donc je pense que l'existence du GIS a mis en évidence qu'il manquait des structures dans les Universités, dans les UMR, les équipes d'accueil, ou des fédérations à l'intérieur des Universités pour fédérer et organiser les chercheur.e.s qui

travaillent dans les études de genre et qui sont un peu isolés, parfois. On commence tout juste à percevoir ces effets de fédération qui, à mon avis, vont s'accroître dans les années qui viennent et amener à une structuration plus locale. Ce qui est une bonne nouvelle parce qu'il ne s'agit pas simplement de fédérer quelque chose entre des établissements différents, mais il s'agit aussi de donner envie, à l'intérieur des établissements, et de faire en sorte que les études de genre se structurent de façon dynamique. On sent que ça bouge. Ce n'est pas uniquement grâce au GIS, loin de là, c'est aussi lié à des politiques de site à l'intérieur des COMUE.

S.L. : J'ai donc l'impression que le GIS va porter les intérêts de recherche, scientifiques, en essayant d'impulser une dynamique pour que les Universités prennent le relais et intègrent les études de genre dans les programmes et les maquettes...

M.P. : Ce qui est encore difficile. Et ce n'est sûrement pas en multipliant les Master Genre seulement qu'on va y arriver. C'est aussi en donnant une légitimité au genre comme axe de recherche transversal. La transversalité entre les disciplines, je crois que c'est très important. Je pense qu'il faut jouer les deux. Il faut avoir du spécifique et du transversal. S'il n'y a que du transversal, ça ne va pas, mais s'il n'y a que du spécifique, on s'enferme. Donc toute la difficulté est de tenir les deux. Et, en effet, le GIS, lui, est le pôle spécifique pour la recherche.

S.L. : Pour conclure, y a-t-il quelque chose que vous souhaiteriez ajouter ?

P.M. : Je trouve très bien que vous fassiez cette publication à partir du Congrès, parce que nous ne pouvons pas organiser une publication d'une telle ampleur, nous n'en avons pas les moyens. C'est donc très bien que cela se scinde, que cela essaime, que cela se dissémine sur différents supports. Nous sommes très content.e.s de savoir qu'une partie va être publiée dans *Genre en séries*.

S.L. : Merci beaucoup.

Propos recueillis le 9 décembre 2015 à Paris par Sarah Lécosais

Pascale Molinier est professeure de psychologie sociale à l'Université Paris 13 Sorbonne Paris Cité, directrice de l'UTRPP EA 4403 et a été co-directrice de l'Institut du Genre, Groupement d'Intérêt Scientifique CNRS/Universités. Elle dirige depuis 2013 la revue Les Cahiers du genre. Ses travaux portent sur les relations entre genre, travail et sexualités.

Sarah Lécossais est docteure en sciences de l'information et de la communication de l'Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3 et rattachée au laboratoire CIM-MCPN. Ses travaux portent sur les discours et imaginaires médiatiques de la parentalité articulée au genre. Elle est notamment l'auteure de « Les mères ne sont pas des parents comme les autres. Genre et parentalité dans les séries télévisées françaises », Revue française des sciences de l'information et de la communication [En ligne], n° 4, 2014 et de « La maternité dans les séries familiales françaises : entre consensus et résistances », Essais, n° 7, 2015.